



Direction générale des Services techniques
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **RUE DU CLOITRE - Destination temporaire - Travaux Pose d'un échafaudage sur la rue**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,
- l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

- Considérant la requête du service de l'ODP et de l'entreprise FERNANDEZ ET FILS, adressée par courrier en date du 29 août 2023 par laquelle elle sollicite l'autorisation d'organiser les travaux entre le **LUNDI 28 AOUT 2023** et le **VENDREDI 22 DECEMBRE 2023** ,

- Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La circulation des piétons est interdite : au droit des travaux

· **RUE DU CLOITRE côté jardin d'été au droit du mur d'enceinte,(à coté du local des jardiniers) du 28/08/2023 07:00:00 jusqu'au 22/12/2023 18:00:00**

ARTICLE 2 : Le stationnement est autorisé: pour le camion de l'entreprise pour le chargement et le déchargement sans stationnement

· **Dans le jardin d'été sans approcher le véhicule du mur d'enceinte (le camion doit rester sur l'enrobé neuf) du 28/08/2023 07:00:00 jusqu'au 22/12/2023 18:00:00**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra s'acquitter de la taxe de L'ODP

ARTICLE 4 : La pré-signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection de chantier nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par l'entreprise FERNANDEZ ET FILS.

L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 5 : En tout état de cause, la continuité du cheminement piétons protégé de la circulation d'une largeur de 1,40 m minimum, devra être maintenue.

ARTICLE 6 : L'entreprise FERNANDEZ ET FILS évitera toute activité hors de l'emprise du chantier.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre aux riverains et à leurs fournisseurs d'accéder aux habitations.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 9 : L'entreprise FERNANDEZ ET FILS demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : M. le Directeur Général Adjoint, M. le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 12 : L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'entreprise FERNANDEZ ET FILS

Arles, le 30 août 2023
Le Maire d'Arles
Patrick de Carolis

P.O.